

Annexe III

Fiche de renseignements sur les candidats postulant à des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

Nom et prénom: COSTA, Aldo de Campos

Date et lieu de naissance: 5 Mars 1975, Itumbiara (Brésil)

Langue(s) de travail: Portugais (langue maternelle), anglais, français et espagnol

Adresse et e-mail:

Bureau du Procureur Général de la République
SAFS Quadra 4 Conjunto C, sala AC 12.6 (cobertura)
70050-900 Brasília (DF) Brésil

████████████████████

████████████████████

Situation/fonction actuelle:

- Procureur adjoint du Procureur Général de la République (depuis 2020)
- Procureur de la République (depuis 2014)

Principales activités professionnelles:

- Effectuer des examens préliminaires pour déterminer si les autorités policières provinciales ont mis en place ou non des procédures légales appropriées pour protéger les droits qui seraient violés, afin de conférer éventuellement la compétence fédérale sur toute affaire impliquant de graves violations des droits de la personne;
- Superviser les examens préliminaires, les enquêtes, les poursuites et, le cas échéant, les procédures d'appel liées aux infractions contre la liberté d'expression, le droit de réunion pacifique, l'incitation, le racisme, les crimes contre l'État démocratique dans l'état de droit, les violations dans le contexte des élections et des scrutins et des garanties de procès équitable dans les procédures pénales;
- Fournir des orientations stratégiques en ce qui concerne les enquêtes et les poursuites relatives aux situations ou aux affaires relatives aux droits civils et politiques confiées au Bureau du Procureur Général de la République;
- Rejeter, par délégation du Procureur Général, les demandes qui sont manifestement dépourvues de fondement juridique ou qui échappent manifestement à la compétence de la Cour Suprême Fédérale brésilienne;
- Conseiller le Procureur Général de la République sur chaque situation et cas concernant les droits civils et politiques sous sa responsabilité, le cas échéant;
- Plaider les droits des minorités et des peuples autochtones des municipalités d'Angra dos Reis et de Paraty à un environnement sain et à l'identité culturelle devant le juge de première instance compétent en la matière;
- Veiller à ce que les trois seules centrales nucléaires brésiliennes, toutes situées dans la municipalité d'Angra dos reis, respectent les dispositions législatives et réglementaires fédérales en matière d'environnement.

Etudes:

- Université de Coimbra (candidat au doctorat), depuis 2021;

- Université de São Paulo (Licence en Droit), 1995-1999;
- Escola Superior do Ministério Público da União (spécialiste en droit appliqué au Ministère Public Fédéral), 2014-2015;
- Université de Coimbra (Certificat en compliance et droit pénal), 2020;
- Programme sur la négociation de la Harvard Law School (Certificat en Médiation des Conflits), 2015 ;
- Université de Buenos Aires (Diplomado en sistema penal: cuestiones basicas), 2004.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:

- En tant que membre de la Commission d'Amnistie (2002): l'examen et l'évaluation des demandes de réparation des personnes qui ont subi des préjudices, notamment des préjudices physiques ou mentaux, des souffrances psychologiques y compris des souffrances psychologiques, une perte économique ou une violation importante de leurs droits fondamentaux, par des actes ou des omissions de l'État brésilien qui constituent des violations flagrantes du droit international des droits de l'homme, ou des violations graves du droit international humanitaire, du 18 septembre 1946 au 5 octobre 1988, particulièrement durant la dictature militaire autoritaire qui a gouverné le pays du 1er avril 1964 au 15 mars 1985;
- Comme membre du Conseil Pénitentiaire de la province de Tocantins (2016): l'inspection des prisons provinciales dans le but de promouvoir la protection des droits de la personne et prévenir la torture et les mauvais traitements; conseiller le Ministre de la Justice quant à l'octroi ou non des grâces par le Pouvoir Exécutif;
- En qualité de professeur substitut de la Faculté de Droit de l'Université de Brasília (2002-2004): présider les activités de la clinique juridique, axée sur les services aux personnes qui ont besoin d'aide juridique, mais qui n'ont pas les moyens de se payer un avocat; offert une formation pratique aux étudiants sur une grande variété de questions juridiques, des droits de l'homme au droit de la famille en passant par le droit criminel;
- À titre de assistant spécial du Ministre de la Justice du Brésil (2010-2011): rédaction du cadre du mandat d'arrêt du Mercosur, signé le 16 décembre 2010 lors de la 40e réunion ordinaire du Conseil du Marché Commun du Mercosur; révision des opinions exprimées par les membres de la Commission d'Amnistie; l'élaboration d'une politique à l'échelle du Bureau concernant les droits des peuples autochtones, les armes non létales, le marquage électronique, l'éthique du secteur public, la sécurité interne, les grâces et les commutations; la régulation du contenu Internet et les cartes d'identité nationales, entre autres;
- Comme juriste assistant de juge du Tribunal Suprême Fédérale du Brésil (2013-2014): la préparation d'un premier projet de décision; compilation des mémoires et des plaidoiries résumant les faits pertinents de la cause d'appel, analysant les questions juridiques et recommandant les dispositions proposées; supervision, orientation et coordination directe du travail de l'équipe criminelle; veiller à ce que les dates limites et les normes de qualité soient respectées;
- En tant qu'avocat (2000-2010): la représentation, parmi d'autres clients, du groupe de défense de l'environnement le plus actif au monde ainsi qu'un célèbre commentateur sportif, aujourd'hui Sénateur, qui a souvent été accusé de diffamation à la suite de propos controversés à la radio et à la télévision.

Prix décernés:

- Lauréat du prix «Olga Benário Prestes» (1998), décerné par le Conseil National brésilien de Politique Pénale et Pénitentiaire, à Brasília (Brésil), pour la monographie la plus notable sur le thème «Les femmes incarcérées et les femmes des hommes incarcérés»;

- Lauréat du prix «Étudiant en droit» (1997), décerné par l'Inter-American Bar Association (IABA), à Washington (États-Unis) pour la monographie «Annotations sur le texte de la Convention interaméricaine d'extradition signée à Caracas, le 25 février 1981.»

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:

- «Notas comparativas sobre la reforma proyectada para la investigación criminal en Brasil y el modelo de persecución penal implementado en Chile.» Revista Procesal Penal, no. 66 (décembre 2007): 9-25;
- «A proteção internacional dos direitos humanos e a reforma do Poder Judiciário no Brasil.» Meridiano 47 - Journal of Global Studies 5, no. 52-53 (décembre 2004): 4-5;
- «O encarceramento da mulher e a mulher encarcerada: aspectos críticos e fáticos acerca da Individualização da pena.» Revista do Conselho Nacional de Política Criminal e Penitenciária, no. 11 (1998): 15-36;
- «Normas de sobredireito para a resolução de conflitos de direitos humanos.» Consultor Jurídico (São Paulo. Online), 22 janvier 2015;
- "O processo de escolha e designação de defensores públicos interamericanos.» Consultor Jurídico (São Paulo. Online), 11 décembre 2014;
- «Critérios para analisar a razoável duração da prisão preventiva.» Consultor Jurídico (São Paulo. Online), 4 Décembre 2014;
- «Liberdade de credo e ensino religioso em escolas públicas.» Consultor Jurídico (São Paulo. Online), 24 avril 2014;
- «Legitimidade para exigir o cumprimento de decisões internacionais.» Consultor Jurídico (São Paulo. Online), 26 décembre 2013;
- «Reconhecimento e homologação de sentenças estrangeiras.» Consultor Jurídico (São Paulo. Online), 4 juillet 2013;
- «Ação de descumprimento de preceito fundamental.» Consultor Jurídico (São Paulo. Online), 27 mars 2013;
- «Limites para a instauração de inquérito policial a partir de uma denúncia anônima.» Consultor Jurídico (São Paulo. Online), 27 février 2013.
- «R2P ou RtoP: o que é.» Consultor Jurídico (São Paulo. Online), 5 février 2013.